

Causes et conséquences de la recherche de « capital guerrier » chez les « jeunes de la cité »

Thomas Sauvadet¹

Il s'agit ici de montrer l'organisation sociale que construisent les jeunes occupant l'espace public de leur cité, pourquoi et comment ils la construisent, ainsi que l'hétérogénéité normative produite par cette organisation via la remise en cause du monopole étatique de la violence physique. L'enjeu de cette approche est de montrer l'oppression à double entrée que subissent les jeunes dits « de cités », avec d'un côté une violence structurelle, verticale et déterminante (exploitation, exclusion, stigmatisation, incarcération), et d'autre part une violence horizontale (vol, agression physique et verbale, menaces) s'exerçant entre les victimes de la domination structurelle, en insistant sur cette dimension « horizontale » encore peu étudiée.

MOTS-CLES : VIOLENCE VERTICALE – VIOLENCE HORIZONTALE – CAPITAL GUERRIER – « JEUNES DE LA CITE »

Mon étude porte sur les jeunes de sexe masculin quotidiennement présents sur l'espace public² de trois cités³, ceux qui « *squattent les halls* ». Je me suis intéressé à ces jeunes dans le contexte des relations entre « *jeunes de la cité* ».

Les trois cités étudiées avaient une mauvaise réputation sur le plan local. Loin d'être un espace neutre, leur espace public apparaissait pris dans une logique d'abandon/appropriation, car si les jeunes étudiés y étaient toujours visibles, les adultes et l'écrasante majorité des

¹ ATER à l'Université de Paris VIII, laboratoire CESAMES.

² J'entends par là l'espace ouvert à tous, ou presque ouvert à tous, non d'un point de vue juridique, mais d'un point de vue pratique. Cet espace est constitué par les pelouses et les rues de la cité, les halls d'immeuble, voire le café et le centre social de la cité...

³ Une monographie sur Marseille (six mois d'enquête en habitant à proximité entre 2000 et 2003), une autre sur la banlieue nord parisienne (deux ans d'enquête en habitant à proximité entre 2000 et 2003), et la dernière dans une cité de la banlieue sud de Paris où j'ai habité à une époque. Les principales différences entre les terrains d'enquête sont le nombre de résidents et l'étendue géographique spécifique à chaque cité. Ces deux facteurs ont un impact certain sur l'organisation sociale que j'apprends : notamment sur l'importance numérique des jeunes qui construisent cette organisation ainsi que sur la complexité des réseaux qui composent cette dernière, spécifiquement en ce qui concerne les réseaux de l'économie délinquante. Néanmoins la base des dynamiques sociales étudiées s'est révélée similaire d'un terrain à l'autre. Ce travail s'attachera à mettre en lumière cette base commune.

autres jeunes (notamment de sexe féminin) y étaient peu présents. Désintéressé, repli sur le foyer domestique, repli sur soi, peur réelle ou imaginaire, poids du stigmaté : autant de facteurs (non exhaustifs) qui construisaient ce fait social. Néanmoins, il y avait « toujours » quelques passants, des poussettes et des enfants qui jouaient, quelques mères qui bavardaient, etc., et quand le soleil brillait, on pouvait bien sûr s’y sentir bien.

Espace de problématisation

Le terme de « bande » a servi de cadre à plusieurs études sur le sujet. Regroupant quotidiennement des acteurs du même âge, possédant une taille raisonnable (une dizaine d’acteurs le plus souvent) et une identité affirmée (nom, lieu spécifique de rencontres, surnoms attribués aux membres de la bande...), la « bande⁴ » forme effectivement un champ relativement idéal d’enquête.

Ph. Robert et P. Lascoumes (Robert, Lascoumes, 1974), ou M. Esterle-Hedibel (Esterle-Hedibel, 1997), ont montré la « ségrégation réciproque » qui se met en place entre la bande et ce qui devient « l’out-group⁵ ». Dans une cité renommée pour son contexte difficile, D. Lepoutre (Lepoutre, 1997) parlait, lui, d’une « culture de rue » spécifique à la classe d’âge adolescente. Nous avons alors à l’esprit les œuvres pionnières de l’école de Chicago consacrées aux sous-cultures juvéniles (Cohen, 1955 ; Whyte, 1943 ; Trasher, 1927). Le travail de D. Lepoutre a dépassé le cadre de la socialisation primaire que peut représenter la « bande » et a mis à jour l’étendue des réseaux sociaux, leur dimension culturelle et territoriale, il a montré une vie sociale irréductible à l’anomie proposée par F. Dubet (Dubet, 1987), mais il l’a restreinte à une dimension adolescente. Or certaines enquêtes ont montré le rôle des enfants et des jeunes adultes dans ce « Nous » que proclament les « *jeunes de la cité* ». P. Duret (Duret, 1996) a ainsi éclairé l’importance des « *grands frères* ». L’enquête de S. Aquatias (Aquatias, 1998) et celle de M. Kokoreff (Kokoreff, 2003) ont également témoigné de l’existence de liens « intergénérationnels ». Ces auteurs ont insisté sur la vision « positive » des rapports sociaux internes au groupe « *jeunes de la cité* » : celle de la fraternité, du repli sur un groupe protecteur.

Sans nier cette réalité, mon travail a porté sur les conflits internes au groupe « *jeunes de la cité*⁶ ». J’ai pour cela mobilisé la sociologie de P. Bourdieu (champ, habitus et capital) et

⁴ Pour une présentation du terme de « bande », voir : Esterle-Hedibel, 1997.

⁵ Rappelant les *labelling theorists* de l’école de Chicago : Becker, 1985 ; Goffman, 1975 ; Voir en France : Lagrée, 1985.

⁶ Dont l’importance est mieux visible dans les travaux de : Bordet, 1998 ; Itofo, 2002 ; Jamouille, 2003.

centré l'analyse des rapports de domination sur un ordre physique. Pour mener cette analyse, je me suis appuyé sur le travail de G. Mauger et C. Fossé-Poliak (Mauger, Fossé-Poliak, 1983) qui ont étudié la manière dont le capital physique imprégnait les rapports sociaux et les représentations des « loubards » enquêtés, analysant la relation du « capital physique » aux différentes formes de capital présentes dans la structure macro-sociale (capital culturel et économique des classes moyennes et supérieures, notamment). Mon approche a privilégié l'étude du « capital physique » au sein du champ que constituent les « *jeunes de la cité* » et a introduit la notion de « capital guerrier » pour expliciter des rapports de domination, de différenciation, basés sur le physique et la force du nombre, et dont sont victimes en premier lieu les jeunes concernés⁷. L. Mucchielli (Mucchielli, 2002b) écrit : « *Il est classique en criminologie de s'interroger sur les relations entre agresseurs et agressés. Le premier constat qui en est toujours ressorti est celui de l'importance des cas où la victime connaissait son agresseur. La proportion varie des deux tiers aux quatre cinquièmes selon les pays et les époques... Les bagarres entre jeunes hommes dans les quartiers pauvres tiennent ici une place centrale. Et c'est sans doute dans ce cadre que les travaux soulignant la part prise par le comportement de la victime dans l'homicide sont les plus décisifs. [...] La répartition des rôles aurait pu s'inverser si les circonstances (notamment le fait d'être armé ou de se servir de son arme le premier) avaient été légèrement différentes* ».

Méthodologie d'accès au terrain et méthodologie de recherche

Si j'ai grandi dans une cité HLM, je n'étais néanmoins pas un « *jeune de la cité* » avant mes quatorze ans. Au début des années 90, mes amis issus des classes moyennes quittaient la cité pour gagner des quartiers plus « résidentiels » (c'est à dire moins dégradés et moins stigmatisés). Il ne me restait plus que quelques amis dans mon quartier. D'origine populaire, ces derniers ont noué des liens avec les jeunes étudiés dits « *de la cité* ». En les suivant et en les imitant, je suis devenu un visage totalement familier au sein du groupe « *jeunes de la cité* ». Lorsqu'après un DEA sur cette cité, j'ai décidé de faire une thèse et de choisir deux autres cités HLM, il me semblait indiqué d'opérer selon le même procédé : 1) résider à proximité, 2) y posséder des amis, 3) avec la possibilité d'« utiliser » ces amis comme des médiateurs afin de m'introduire au sein du groupe local des « *jeunes de la cité* » (dont je supposais l'existence). Les deux autres terrains d'enquête ont donc été choisis du fait qu'ils

⁷ Nous savons que les faits recensés de violence physique se concentrent de manière croissante sur la jeunesse des quartiers pauvres depuis plus d'une dizaine d'années : Lagrange, 2001 ; Mucchielli, 2002a.

remplissaient ces critères. En plus d'un rôle de médiateur, ces amis jouaient un rôle d'informateur, qui devait être mis en perspective avec d'autres sources d'informations, internes et externes au groupe de jeunes en question. Le magnétophone était exclu pour des raisons évidentes, la prise de notes était mieux acceptée.

« *Jeunes de la cité* »

Mon propos ne concerne pas la totalité des jeunes qui habitaient les cités étudiées, mais uniquement ceux qui étaient appelés « *les jeunes de la cité* », ceux qui étaient en bas des tours. Ils connaissaient des situations familiales économiquement précarisées (fils d'ouvrier en invalidité, et/ou famille nombreuse monoparentale, et/ou surpopulation du domicile familial...) et souvent conflictuelles (violences verbales et physiques). Ils formaient environ un dixième de la population juvénile masculine totale. Ils étaient une soixantaine dans le groupe situé au nord de Paris, une centaine sur celui situé au sud de Paris, et près de cent cinquante sur le terrain marseillais. Ils se connaissaient tous (ou presque), se donnaient des surnoms, organisaient des solidarités liées à un cadre commun : « *la cité* » (« *le quartier* » sur Marseille). Ils avaient de cinq à trente ans et cette sociabilité « intergénérationnelle » s'apparentait à des rapports de filiation. Bien sûr, les plus jeunes enfants n'étaient pas réellement intégrés au groupe étudié, mais déjà largement présents dans la rue, ils commençaient à se familiariser avec cet environnement social, s'insérant dans un groupe de pairs et/ou étant pris sous l'aile protectrice d'un plus âgé. Néanmoins, tous ces acteurs fréquentaient surtout leurs pairs et s'associaient avec eux pour former des groupes rassemblant l'ensemble ou une partie de ces derniers. Chaque classe d'âge (enfance/adolescence/jeune âge adulte) était ainsi divisée en « bandes » qui possédaient leur point de rencontre, puis leur nom et leur spécialisation (consommation de drogues, délinquance, activité sportive).

Les groupes étudiés étaient multiethniques : on y trouvait des fils de breton et de polonais, de sénégalais et d'ivoirien, d'italien et de portugais, de turque et d'algérien, même si ces derniers étaient plus nombreux que les autres.

Au sein de la population concernée, il fallait distinguer les « positions centrales », qui formaient le leadership, le cadre et la mémoire du groupe concerné, des « positions périphériques ». Les secondes étaient un peu moins nombreuses que les premières, et n'étaient intégrées au groupe étudié qu'à partir de l'adolescence, le quittant rapidement au jeune âge

adulte. Les jeunes des « positions périphériques » étaient généralement issus de familles plus favorisées (ils avaient notamment une chambre privative). Au sein du groupe étudié, ils se voyaient affubler d'un statut de subalterne qui se reflétait dans leur surnom (« *Poireau* », « *Mollusque* »...). Leur intérêt était la création d'un vaste réseau relationnel et l'accomplissement d'expériences interdites « viriles » propres à l'adolescence (consommations de drogues, « *virées* » avec la bande, bagarres...) pouvant servir de « rites de passage » vers l'âge adulte.

Tous ces jeunes baignaient dans une culture typique des « *jeunes de cités* » : codes vestimentaires, gestuels et linguistiques spécifiques, musique rap... Un « punk », un « hippie », un « rocker » ou un « hard-rocker », etc., n'y avaient pas leur place. En ce sens, la pauvreté (relative) n'est pas le seul facteur explicatif de l'adhésion au groupe « *jeunes de la cité* »⁸, mais elle représente une donnée déterminante.

J'utiliserais le terme de « *jeunes de la cité* » pour nommer les « positions centrales » (une petite quarantaine d'acteurs sur le groupe étudié au nord de Paris, près d'une soixantaine sur le terrain du sud de Paris, et près de quatre-vingt sur le terrain marseillais), dont le positionnement s'expliquait par « l'hypertrophie sociale de l'espace résidentiel ». Ce concept⁹ signifie la centralisation croissante des relations sociales sur la zone d'habitation, une dynamique qui est due à différents facteurs au caractère socio-économique évident : éloignement du domicile familial¹⁰, déscolarisation¹¹, chômage¹², refus du travail ingrat et précaire, faible pouvoir d'achat freinant toute mobilité, harcèlement policier¹³ et harcèlement des services de sécurité privée hors de la cité, stigmates compliquant l'interaction avec des personnes « ordinaires ».

Le quartier devenait un support identitaire collectif. « *Etre de la cité* », partager le stigmate de ceux qui vivaient sur l'espace public de cette cité, permettait de s'intégrer au groupe étudié. La visibilité du stigmate était d'autant plus forte que l'espace public était exposé à un contrôle social permanent du fait de la hauteur des tours. Les « *commères* », c'est à dire les personnes qui épiaient par leur fenêtre, étaient régulièrement repérées et maudites par les jeunes

⁸ Des jeunes particulièrement pauvres peuvent être attirés par une autre « sous-culture juvénile », ou être fidèles au réseau de socialisation de leur ancien quartier, ou être liés à des réseaux de socialisation d'ordre ethnique (quelques asiatiques rejoignaient ainsi le 13^{ème} arrondissement dès qu'ils en avaient l'occasion)...

⁹ Sur le rôle social de l'espace résidentiel, voir : Lagrée, 1985.

¹⁰ Violences verbales et/ou physiques, et/ou surpopulation du domicile familial, et/ou manques divers de ressources matérielles... Ceci entraînait la prédominance socialisatrice de la rue, c'est à dire de l'espace public.

¹¹ Aucun acteur étudié n'a atteint le niveau universitaire.

¹² Le taux de chômage était au minimum de 70% sur la population de plus de 16 ans.

¹³ La police ne s'arrêtait quasiment jamais dans les cités étudiées, acceptant et forcée d'accepter quelques « illégalismes populaires » (Foucault M., 1975) collectivement défendus. Ce harcèlement s'effectuait en fait principalement à l'extérieur des quartiers étudiés.

concernés. En dehors de la cité, le stigmate persistait à travers la façon de parler, de bouger, à travers les vêtements voire la couleur de la peau. La gestion du stigmate produisait alors des logiques communautaires (Goffman, 1975). Au sein du groupe, les jeunes partageaient leurs expériences et forgeaient des arguments de réponse aux stigmatisations (par exemple : le vol comme moyen de redistribution de richesses). Les stigmatisants devenaient stigmatisés, leur manque de courage physique, leurs préjugés, leur « *sourire de nouveau-né* » comme il m'a été dit, étaient ridiculisés.

Les jeunes concernés comprenaient le caractère profondément social des épreuves qu'ils traversaient, et prenaient conscience de leur force, de leurs capacités d'action collective. Ils étaient amenés à développer des « *protections rapprochées* ». R. Castel (Castel, 2003) explique : « *Lorsque dominant les liens tissés autour de la famille, du lignage et des groupes de proximité, et que l'individu est défini par la place qu'il occupe dans un ordre hiérarchique, la sécurité est assurée pour l'essentiel sur la base de l'appartenance directe à une communauté et dépend de la force de ces attaches communautaires. On peut parler alors de protections rapprochées.* »

Le besoin de « *protections rapprochées* » se nourrit de l'insécurité sociale dont sont victimes ces jeunes (chômage, réduction de la durée des allocations, stigmatisation et répression policière...). La désorganisation structurelle impose, au fil du temps, la production d'une organisation sociale locale. Dons, contre-dons, prêts, services divers et usages du crédit, achats, ventes, trocs, trafics, lutte collective contre le stigmate, solidarités face à la police : autant d'opérations qui s'épanouissent dans ce contexte de précarité et d'interconnaissance.

Les groupes étudiés se forment sur la base d'une association de proximité, d'une association par similitude¹⁴ qui différencie le « eux » du « nous » (Hoggart, 1970). Le « Nous » de R. Hoggart renvoie à une longue période de vie, voire à plusieurs générations, et englobe la famille, les voisins, les collègues de travail... Ici, il ne s'agit que d'une période de vie : la jeunesse. Le « Nous » étudié ne concerne, de plus, qu'une minorité de la population juvénile et masculine des quartiers concernés. La plupart des « *jeunes de la cité* » habitent néanmoins leur cité depuis l'enfance et ne peuvent pas réellement nourrir un projet de départ, il reste en conséquence un peu de ce « Nous » : une union basée sur la certitude d'avoir un « destin commun » pendant toute une jeunesse.

Selon une approche liée à la ségrégation urbaine, les zones d'habitation concernées forment une sorte « d'aire naturelle », de « communauté urbaine », pour reprendre les terminologies

¹⁴ Voir la définition classique établie par E. Durkheim (Durkheim, 1978), M. Weber (Weber, 1964), G. Simmel (Simmel, 1908), F. Tönnies (Tönnies, 1963).

de R.E. Park (Park, 1984), car elles dessinent un cadre architectural et social relativement homogène, pouvant renvoyer à un mode de vie et à des perspectives spécifiques ; mais ce parallèle n'est pas réellement adéquate : il s'agit ici d'un nombre d'acteurs trop restreint (une cité et non une « aire naturelle » de Chicago) dans lequel la fragmentation est trop forte pour homogénéiser rapidement le tout. Néanmoins, à une échelle plus micro, l'argumentation de R.E. Park a indéniablement un sens pertinent, car c'est bien le regroupement de familles en situation sociale difficile sur un territoire précis (les cités HLM) qui est à la base de l'association par similitude des jeunes étudiés.

Cet ensemble produit un cadre « communautaire », qui est aussi travaillé, à partir de la fin de l'adolescence, par une logique utilitariste et individualisante, qui repose sur l'émergence d'une micro-société structurée par la division du travail que met en place l'économie du cannabis. Le fossé se creuse entre les jeunes qui dominent et les jeunes qu'ils dominent, entre grossistes et petits revendeurs, entre « riches » et pauvres, entre forts et faibles.

La différenciation entre acteurs qui en résulte ronge le cadre communautaire sans l'éliminer.

Le mode de hiérarchisation le plus efficient au sein du groupe

Largement enclavés sur un espace où ils devaient parader (l'espace public)¹⁵, comment les jeunes concernés géraient-ils les rivalités qui les opposaient ?

Nous savons que les actes physiques violents (en dehors des plus graves) ont augmenté dans les années 90 et sont concentrés sur la jeunesse des quartiers pauvres (Mucchielli, 2002a). Sur mes terrains, l'affrontement physique déterminait en priorité la hiérarchie sociale. Le « capital physique » était en conséquence un principe fort de classification (Mauger, Fossé-Poliak, 1983). La force faisait le droit, faisait l'honneur, et ceci recouvrait une dimension profondément anthropologique. Sous un angle socio-historique, on peut dire « qu'en confisquant l'usage de la force, l'étatisation tue une forme de civilisation de l'honneur : entre l'honneur et la légalité, l'antinomie est fondamentale et persiste jusqu'à nos jours » (Pitt-Rivers, 1997). L'apparence relative d'harmonie qui pouvait parfois se dégager ne devait pas tromper l'observateur. Certes, il était rare d'observer un combat physique, mais les menaces de violences physiques, étaient, elles, quotidiennes. Je ne parle pas là des jeux de langage ou d'attitude, omniprésents au sein du milieu étudié, je parle d'un acteur, ou d'un groupe d'acteurs, subissant une intimidation physique caractérisée.

¹⁵ Il est intéressant de faire un parallèle avec les « jeunes à marier » des communautés villageoises de R. Muchembled : Muchembled, 1989.

Il suffisait de quelques affrontements physiques pour poser les fondations d'un ordre hiérarchique qui avait une histoire spécifique sur chaque terrain.

Le « capital guerrier » était le capital le plus rentable au sein du milieu concerné. Qu'est-ce que ce « capital » ? Il comprend évidemment le « capital physique » mais renvoie aussi à une forme de discipline morale (ne pas se soumettre, défendre son honneur, connaître les règles de « *l'école de la rue* »...), à l'outillage de la violence et au « *vice* » (expression des acteurs). Le « *vice* » représente la manipulation d'autrui et fait la différence entre ceux qui « *connaissaient la rue* » et les « *bouffons* » (expressions des acteurs). Ces derniers se faisaient posséder sans s'en rendre compte. Même s'ils étaient athlétiques, même s'ils étaient bagarreurs, le « *vice* » permettait de les utiliser sans qu'ils s'en aperçoivent, de les « *niquer* » : un terme qui désigne autant la jubilation engendrée par l'escroquerie, que le caractère actif et masculin de l'escroc. « *Avoir du vice* », c'était être un expert des ruses efficaces dans le milieu appréhendé, notamment dans les relations du « *business* ».

Enfin, le « capital guerrier » renvoie surtout aux alliances tissées dans le groupe : la force du nombre est le premier mode de capitalisation du « capital guerrier ».

Dans ce contexte, avoir des grands frères était un avantage compétitif majeur : porter un nom célèbre (« *c'est le petit frère de...* ») représentait une protection, qui dispensait de faire ses preuves. Bénéficiant dès leur plus jeune âge d'un respect total qu'ils savaient en partie hypocrite, les petits frères concernés étaient tentés d'abuser de leurs privilèges. Un événement tragique pouvait néanmoins remettre en cause les systèmes d'alliances en place. Par exemple, le petit frère d'une des deux fratries les plus craintes du terrain du sud de Paris a agressé un jeune bénéficiant d'un « capital social » particulièrement développé (le motif du conflit reposait sur le partage d'un scooter volé), le jeune agressé s'est brillamment défendu et a immobilisé son adversaire sans le blesser, avant de le relâcher lorsqu'il semblait redevenu calme, mais ce dernier l'a poignardé dans la cuisse. Devant cet acte jugé choquant par la majeure partie des jeunes, le capital social de la victime a joué pleinement son rôle, et, au bout d'une semaine, les grands frères de l'agresseur ont puni et banni ce dernier, c'est à dire leur propre petit frère (qui a regagné le domicile familial plusieurs mois après), puis ont indemnisé financièrement la victime (qui n'a pas porté plainte).

J'ai ainsi pu observer le caractère social des comportements violents étudiés. Loin d'être réduits à des actes anoniques, ils s'inscrivent sur une scène sociale, dans un champ de positions hiérarchisées sur la base même de ces comportements. Ils prennent de ce fait un caractère rationnel, relationnel, et créent du lien social. La violence physique engendre, au fil

du temps, la formation de réseaux de défense et d'attaque, elle crée des solidarités guerrières et du contrôle social.

Le « capital guerrier » témoigne d'une certaine conflictualité. D'un côté, il s'agit de manifester de la défiance, de l'autre il convient de tisser des alliances. Le juste dosage est déterminant.

Le comportement des plus importants leaders (délinquants notoires) illustre cette complexité. D'un côté ils imposaient brutalement leur autorité, de l'autre ils savaient se rendre populaires : offrant du cannabis, prêtant un engin de locomotion, finançant une fête, vendant à crédit des marchandises, rémunérant quelques corvées (aller chercher une canette au supermarché...). Ils savaient représenter la « résistance du pauvre ». Il s'agit de réduire le coût du pouvoir (Foucault, 1975), en minimisant les rivalités. Si l'ascension sociale nécessite l'installation d'une réputation « guerrière », une fois au « sommet », le leader doit faire preuve de plus de modération. La violence physique n'a plus besoin d'être employée systématiquement, car une fois la réputation établie, la simple menace (gestuelle, verbale, du regard) suffit. Discrète, elle permet d'intimider sans faire « perdre totalement la face » (Goffman, 1974) aux subalternes. De ce fait, elle offre le moyen d'une gestion sociale quotidienne.

Générosité, capacités dans divers jeux (football...), pratique de l'Islam, etc., créaient parallèlement un « capital sympathie », qui restait secondaire à moins de se transformer en un « capital social » lui-même convertible en « capital guerrier ». C'était là un point déterminant : si ce « capital » facilitait l'intégration sociale, il était néanmoins relativement inefficace dès qu'il fallait exiger, exclure ou imposer de manière régulière, dès que la compétition sociale s'affirmait, dès que les ressources matérielles et symboliques venaient à manquer et entraînaient une sélection entre ceux qui en bénéficiaient et les autres. Le jeune « sympathique », pour le rester, devait se mettre en retrait, devait « *rester à sa place* », laissant « le beau rôle » aux forts « capitaux guerriers ». Le musulman pratiquant, pour conserver ce statut, ne devait pas être arrogant ou matérialiste... En conséquence, les jeunes qui adoptaient exclusivement les stratégies caractéristiques de la recherche de « capital sympathie » étaient ceux qui bénéficiaient de ressources extérieures au groupe, de ressources compensatoires qui les dispensaient de s'investir profondément dans les luttes internes au groupe « *jeunes de la cité* » : fort amour parental et capital culturel familial, ressources matérielles provenant du champ familial et/ou professionnel (permettant une logique d'achat de l'intégration sociale)... Ils se positionnaient de manière « périphérique » du fait qu'ils ne pouvaient maintenir éternellement leur stratégie de don, cette stratégie s'appuyant sur des

ressources limitées et provenant d'autres univers de socialisation (qui par conséquent occupaient du temps).

Ceux qui sortaient vainqueurs de ces affrontements se voyaient attribuer différents privilèges au sein des groupes étudiés. Le « capital guerrier », par la crainte qu'il inspirait, permettait de s'imposer et donc « d'exister ». Il étouffait par exemple les mauvaises blagues sur les sujets sensibles (complexe physique, débauche de la mère ou d'une sœur, alcoolisme du père, pauvreté matérielle flagrante...). Les jeunes qui possédaient ce « capital » étaient « respectés » (respect de l'intégrité physique, du confort, des biens et de la bonne réputation...) et en faisaient bénéficier leurs proches : par exemple, des jeunes aidaient leur père à porter des courses, leurs frères et sœurs n'étaient pas frappés ni volés, le hall d'immeuble et les voitures de leur famille bénéficiaient d'une attention particulière...

Utile pour une stratégie défensive, le « capital guerrier » devenait indispensable pour une stratégie offensive. Il était par exemple incontournable pour qui voulait faire carrière au sein de l'économie illicite, notamment dans l'économie du cannabis. Dans un milieu où l'interconnaissance était poussée et où les ressources financières manquaient, l'activité commerciale se traduisait par une utilisation constante du crédit, du paiement différé¹⁶ : sans « capital guerrier », les crédits accordés n'étaient pas remboursés, ou à moitié et/ou trop tardivement, et/ou pas en argent (après des mois de demandes répétées, un jeune a par exemple été remboursé avec des vieilles paires de baskets). A l'inverse, le dealer à fort « capital guerrier » n'avait pas besoin de s'épuiser pour être remboursé intégralement et rapidement. Ses débiteurs le rembouraient en priorité car ils savaient que leurs autres créanciers patienteraient plus facilement. Souvent surendettés, et après d'intenses réflexions visant à sécuriser au maximum leur situation, les débiteurs en question devaient faire des choix et hiérarchiser leurs dettes.

Les dealers à fort « capital guerrier » bénéficiaient donc d'un avantage compétitif déterminant. Leur compétitivité initiale leur ouvrait la voie d'un statut de grossiste. Certains se mettaient ainsi à dealer très tardivement, vers 20/25 ans, sans avoir jamais consommé auparavant et après de longues hésitations, et se positionnaient ensuite très rapidement comme des grossistes.

Le « capital guerrier » permettait également l'appropriation quotidienne (ou du moins l'usage abusif) des biens et services à usage collectif potentiellement disponibles au sein du groupe (appropriation d'une bouteille bien fraîche de Coca lors d'un match de football sous un soleil

¹⁶ Voir par exemple le fonctionnement de l'économie informelle d'une cité de transit normande au début des années 1980 : Laé, 1991.

de plomb, usage abusif d'une moto volée ayant de nombreux autres « propriétaires »...). « Potentiellement », car ces biens et services étaient souvent soumis à des négociations dans lesquelles l'impact du « capital guerrier » était déterminant :

Mamadou (« position centrale », 18 ans, du terrain du sud de Paris) commence à s'énerver après avoir demandé plusieurs fois un film à Arnaud (« position périphérique », 16 ans) : « Vas-y prête nous Taxi 2, on va le regarder chez Hakim, y'a personne ! Viens avec nous ! »

Arnaud : « Non, non, j't'en ai déjà prêté trois des films et tu m'en n'as rendu aucun. Au moins six mois que j'te les ai passés ! »

Mamadou : « Vas-y j'te les rendrai tes films arrête de faire ta pute ! On est là en galère et toi tu vas rentrer chez toi jouer à la playstation ! C'est pour ça que tu veux rentrer et tu t'en fous ! Vas-y tu m'passes le film et demain, sûr j'te rends tout, avec tes tunes ! » (Mamadou doit à aussi à Arnaud trente euros qu'il lui avait empruntés pour aller en discothèque. Arnaud commence à se terrer dans le silence et Mamadou devient plus agressif) « Espèce de p'tit P.D, c'est la honte un mec comme toi, c'est vraiment la honte ! J'ai jamais vu ça, sérieux ! C'est quoi ça, pour une cassette t'es vraiment le pire des fils à papa. »

Arnaud : « O.K ça va, ça va, ça va ! J'avais te le passer Taxi 2 mais tu me le rends demain parce qu'il est pas à moi ! »

Mamadou, énervé : « Ouais ouais va chercher le film on t'attend ici. »

Arnaud savait que rentrer en conflit avec Mamadou fragiliserait sa position au sein du groupe. Il n'osait pas s'affirmer, et dire haut et fort : « Puisque tu m'insultes, je risque pas de te le prêter ! ». Au contraire, il espérait amadouer Mamadou pour arriver à faire taire ces insultes insupportables (au sein du milieu étudié évidemment) que sont « PD » et « fils à papa » lorsqu'elles sont dites avec une agressivité réelle. Arnaud pensait qu'en cédant (« O.K ça va, ça va, ça va ! J'avais te le passer Taxi 2 »), il évitait le pire, or le pire commençait à se profiler : le pire était un Mamadou revanchard. « Taxi 2 » ne valait pas ça. L'événement « Taxi 2 » ne pouvait pas encore créer une remise en cause générale du quotidien d'Arnaud (arrêter de fréquenter Mamadou, donc arrêter de fréquenter la bande, donc arrêter de fréquenter les « jeunes de la cité », donc arrêter de fréquenter l'espace public de la zone d'habitation).

L'acquisition de « capital guerrier » renvoie à de véritables enjeux, ce n'est pas « juste pour la frime ». Abdelkrim (de Marseille, 21 ans, « position centrale ») m'expliquait :

« *Quand j'avais 15 ou 16 ans, comment j'étais méchant. C'était l'époque où je me battais avec mon père... et dans la rue... où j'ai dormi dans une cave, où j'ai été éjecté de l'école... Dans la rue, je me battais pour n'importe quoi¹⁷ ... pour avoir le respect. Parce que si j'avais pas été une teigne, j'aurais mangé une dépression. [...] Si t'es rien dans la société et rien dans la rue, tu coules rapide. Personne tient le coup. »*

Abdelkrim, qui a connu des difficultés sociales particulièrement importantes, résume ici sa problématique, avec d'une part la nécessité capitale du champ « *jeunes de la cité* » lorsque l'acteur n'a pas réellement d'autre champ de socialisation auquel se raccrocher, et, d'autre part, la rudesse avec laquelle il arrive à « se faire une place » dans ce petit monde qu'il nomme « *la rue* », « *les jeunes de la cité* », ou « *du quartier* ».

Le monopole étatique de la violence physique et le coût d'acquisition du « capital guerrier »

« *J'étais obligé de le taper parce que sinon les autres (sa bande) m'auraient pris pour un bouffon !* », disait Bader (17 ans, « position centrale » du terrain marseillais) à un policier. Bader avait emménagé récemment sur le quartier et savait qu'il lui fallait créer un « capital guerrier ». Il utilisait un langage phallique pour se justifier : « *avoir des couilles* »... Sous le regard de ses pairs, il s'était conformé à un milieu juvénile où le recours à la police était inexistant, où « l'honneur » était fragile et se défendait par la force. Mais il s'y était conformé dans un lieu fortement contrôlé par les forces de l'ordre : la plage des Corbières (l'unique plage de la côte nord de Marseille). Ainsi, s'il avait gagné le respect de ses pairs, il avait aussi inauguré son casier judiciaire. La recherche de « capital guerrier » pose un problème majeur dans une société où le monopole étatique de la violence physique est largement opérationnel, notamment sur la plage des Corbières : les jeunes concernés doivent faire face à des dangers divers et à des exigences contradictoires.

La pression sociale du groupe de pairs obligeait à l'affirmation de son « capital guerrier ». Arouna (14 ans, « position centrale », du terrain marseillais), qui était parmi les plus jeunes membres de la bande réputée de « *la Corpo* », me racontait :

¹⁷ La répétition de situations de stress peut donner des sensations qui permettent de maîtriser ou d'annihiler une colère trop dévorante. 43% des jeunes cassent et/ou frappent lorsqu'ils sont en colère (Choquet, Ledoux, 1998).

« J'étais au quartier et je suis tombé en vélo devant toute la Corpo. Après les collègues ils riaient et y'avait deux types sur la route qui se marraient aussi. Denis et Couscous, ils viennent me dire « *Quoi tu te laisses vanner par des bouffons ?* ». Alors, je suis parti voir les types et je leur ai tapé un coup de pression. L'autre je l'ai déchiré, après on les a dépouillés . »

Ce qui ressemblait, de l'extérieur, à un vol avec violence froidement prémédité, était en fait une situation où la honte, provoquée en grande partie par le contrôle social de la bande, avait entraîné le défi et conduit à des violences physiques puis à un vol (il n'y a pas eu de suite juridique).

Le coût d'acquisition du « capital guerrier » est aussi observable dans le champ scolaire (ici classé ZEP), où le monopole étatique de la violence physique est largement opérationnel, et où les jeunes étudiés ont tendance à opérer selon les modalités propres à leur « habitus » et/ou à leur « identité sociale principale ». En conséquence, lorsqu'ils se regroupaient et/ou étaient regroupés dans l'enceinte d'un collège, ils devaient maintenir la « façade sociale » qu'ils arboraient habituellement entre eux sur l'espace public de leur cité afin de ne pas laisser échapper les intérêts qu'elle sous-tendait sur fond d'hypertrophie sociale de l'espace résidentiel, et/ou étaient simplement incapables de modifier largement leur « habitus » pour s'adapter aux règles scolaires. La recherche de « capital guerrier », la conservation de ce dernier, entraient alors de plein fouet en collision avec l'univers « féminin » de l'institution scolaire. Devant les copains, il était délicat de subir la moindre humiliation sans laver l'affront. Violences physiques et surtout menaces de violences physiques étaient utilisées aussi bien contre les autres élèves, qu'envers les enseignants et le personnel administratif. Ayant déjà une scolarité difficile, ces événements accéléraient leur processus de déscolarisation. Les jeunes concernés avaient d'autant plus de chances de préférer la représentation qu'ils jouaient dans « *le quartier* », qu'ils sentaient que leur représentation de « bon élève » était vaine¹⁸. Ils considéraient, dans un premier temps du moins, que « *l'école de la rue* » leur permettait d'être « bien noté » dans le groupe de la cité, alors que l'école ne leur permettait pas de quitter cette même cité, d'où, en partie, la force des logiques du champ étudié face à celles du champ scolaire.

Ces jeunes étaient ensuite orientés vers les emplois les plus précaires, les plus durs, les plus ingrats, et devaient faire face, souvent seuls, aux stigmates qui pesaient sur leur groupe d'origine (look, vocabulaire et accent des « *jeunes des cités* »...). Ils acceptaient difficilement,

¹⁸ Sur la question de l'inefficacité relative de l'allongement de la durée de scolarisation, voir : Beaud, 2002.

dans un premier temps, ces conditions de travail et la soumission hiérarchique qu'elles imposaient. Ayant l'habitude de défendre par la force un « honneur » excessivement fragile, certains peuvent frapper leur supérieur pour une parole déplacée ou des heures supplémentaires non payées, et provoquer leur licenciement.

De nombreuses tensions familiales naissent de ces échecs successifs. Le père de Bader a par exemple été très mécontent d'être convoqué au commissariat. Selon Bader, son attitude a changé. Particulièrement respectueux de la loi, il se sentirait déshonoré. Ceci fait visiblement souffrir Bader, bien qu'il sache très bien dissimuler ses sentiments¹⁹.

Conclusion

Les espaces publics étudiés sont pris dans une étrange dialectique : abandonnés et stigmatisés par la plupart des résidents, ils sont facilement appropriés et revendiqués par quelques jeunes, ces derniers n'ayant pas d'autres choix que de s'y inscrire et d'assumer collectivement le stigmate qu'entraîne ce type de pratique. Victimes de l'hypertrophie sociale de l'espace résidentiel, ils développent dans cet espace des conflits et des solidarités qui forment leur identité. La désorganisation structurelle induit ainsi au fil du temps la production d'une organisation locale juvénile et masculine qui n'offre finalement qu'une socialisation élitiste, temporaire et précaire. Une femme, une maison, un travail : telles deviennent généralement les ambitions des jeunes en question. En attendant d'accéder à cette situation standard²⁰, une grande fatigue les envahit lorsqu'il s'agit, tous les jours, d'accorder au mieux des univers normatifs partiellement antagonistes qui témoignent de la pluralité conflictuelle du « normatif » dans une société de plus en plus ségrégative et inégalitaire.

Le champ appréhendé s'oppose à l'ordre normatif dominant en ce qui concerne l'utilisation de la violence physique.

Premièrement, le recours à la police est ici une déviance grave qui entraîne la sanction du groupe.

Deuxièmement, l'utilisation de la violence physique structure profondément le jeu social à travers la recherche de « capital guerrier » : dont le « capital social » fait pleinement partie.

¹⁹ « *Cacher ses sentiments derrière des murs en ciment* » chantaient des jeunes rappers du groupe étudié dans le sud de Paris. Cacher ses sentiments, être un homme, « un vrai », être un « roc », etc., autant d'attitudes liées à la recherche de « capital guerrier » (dont la virilité, et toute l'idéologie machiste qu'elle sous-tend, forment une dimension bien sûr centrale) qui rendent aussi difficile l'échange amoureux. La peur d'être trompé, abandonné, fragilisé, dominé, et la peur que cela se sache, mettent la relation amoureuse sur le grill.

²⁰ Pour une approche générationnelle des difficultés à atteindre cette définition standard, voir : Chauvel, 2002.

La recherche de « capital guerrier » renvoie à de véritables enjeux (sécurité physique, sécurité des biens, etc., pour l'acteur et parfois pour ses proches) dans un contexte de pénurie de ressources matérielles et symboliques (« *Si t'es rien dans la société et rien dans la rue, tu coules rapide. Personne tient le coup.* » disait Abdelkrim). Ce « capital » s'appuie sur une dimension anthropologique de l'honneur (Pitt-Rivers, 1997).

Il y a une hétérogénéité normative en ce qui concerne le rapport à la violence physique, et dès lors que les « *jeunes de la cité* » sont en contact avec « l'out-group²¹ », leur système normatif en lien avec la violence physique entre généralement en contradiction avec la légitimité du monopole étatique, plus ou moins bien acceptée par le reste d'un corps social relativement protégé du contexte de pénurie précité. Bien que largement enclavés, les jeunes concernés restent suffisamment mobiles pour être confrontés à cette diversité normative, et se trouvent parfois sous la surveillance simultanée de deux univers normatifs partiellement antagonistes (au collège ou à la plage par exemple).

Ceux qui se sont largement sacrifiés pour être reconnus au sein du groupe étudié se heurtent vite au caractère juvénile (et trop masculin) de celui-ci. Comment convertir le « capital guerrier » en dehors du milieu étudié ?

Une infime minorité se dirigeait progressivement vers le milieu du banditisme. Seuls les plus grands « guerriers » pouvaient espérer y entrer par « la petite porte ». Ces derniers semblaient généralement vouloir circonscrire leur activité à une période de vie précise, espérant accéder à la tranquillité du conformisme en faisant une conversion « rapide » de leurs gains dans l'économie légale (Merton, 1969), utilisant une gamme de justifications et de neutralisations pour expliquer leur comportement actuel (Matza, 1964).

Une autre minorité convertissait son « capital guerrier » dans le travail social, le mouvement associatif, ou dans des secteurs comme la médiation et la sécurité. Les services municipaux de la Jeunesse, certains centres commerciaux et les entreprises de transport en commun embauchaient quelques uns de ces « *jeunes des cités* » pour les faire travailler sur ou à proximité de leur quartier. Disposant d'un fort « capital guerrier » (parfois uniquement relatif à leur « capital social »), ces jeunes avaient les moyens de sécuriser les activités se déroulant sur ce territoire ou à proximité, sans produire des actes violents puisque la réputation de leur

²¹ Un terme que j'utilise pour désigner la diversité des acteurs extérieurs au groupe étudié (résidents de la cité, policiers, enseignants, simples passants...) et non pour signifier une rupture totale entre d'un côté un groupe de jeunes et de l'autre l'ensemble des acteurs qui n'en font pas partie. « L'out-group » ne forme pas un ensemble homogène mais se trouve composé d'acteurs plus ou moins proches, plus ou moins distants. Parallèlement, les jeunes étudiés appartiennent à plusieurs groupes, et non pas à un seul. La famille n'est, par exemple, pas considérée comme « out-group » : lorsqu'un jeune croise ses parents dans la rue et qu'il est entouré de ses copains, il doit assumer son appartenance à ces deux groupes, les concilier, d'où parfois des conflits de loyauté envers l'un ou envers l'autre.

« capital guerrier » leur assurait une autorité certaine. La fameuse politique des « *grands frères* » (Macé, 1999) doit parfois être située dans cette perspective. Dans la cité du sud de Paris, l'animateur du centre socioculturel municipal était aussi l'un des deux dealers les plus « riches » de la cité, et on ne pouvait pas comprendre l'harmonie apparente qui régnait dans ce centre sans comprendre les sources réelles de l'autorité de cet animateur.

L'immense majorité des jeunes concernés n'était pas en mesure d'établir ces conversions. Ils travaillaient alors clandestinement ou pas sur des chantiers, dans la livraison, ou dans la grande distribution... Ils conservaient généralement des pratiques relevant de la petite délinquance (ventes d'un peu de cannabis, achats de produits volés...). Quelques-uns « glissaient » vers l'errance. Ils ne pratiquaient pas la mendicité mais une petite délinquance opportuniste jugée plus honorable et plus rentable.

Dans les deux cas, leur « capital guerrier » sert, comme ils l'ont prévu avec leur sens pratique, à lutter pour ne pas être dominés au sein d'un groupe social structurellement dominé et où le monopole étatique de la violence physique connaît de sérieuses insuffisances. Que cela soit dans les relations entre collègues de travail (notamment lorsqu'il s'agit d'un emploi non déclaré), entre « *jeunes de la cité* » ou entre marginaux d'un rassemblement quelconque, le « capital guerrier » permet de se faire un minimum « *respecter* ».

Thomas Sauvadet

Université Paris VIII

2 rue de la Liberté

93 526 SAINT-DENIS CEDEX 02

thomassauvadet@hotmail.com

BIBLIOGRAPHIE

Aquatias S., 1998, thèse sous la direction de Murard N., *En bas des tours : sociabilités et liens sociaux des jeunes dans les cités*, Paris VII.

Beaud S., 2002, *80% au bac... et après ? Les enfants de la démocratisation scolaire*, Paris, La Découverte.

Becker H., 1985 *Outsiders*, Paris, A.-M. Métaillé.

Bordet J., 1998, *Les jeunes de la cité*, Paris, PUF.

Castel R., 2003, *L'Insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ?*, Paris, Seuil.

Chauvel L., 2002, *Le destin des générations*, Paris, PUF.

Choquet M., Ledoux S., 1998, *Attentes et comportements des adolescents*, Paris, INSERM, Editions Espaces 34.

Cohen A.K., 1955, *Delinquent Boys*, New-York, Free Press.

Dubet F., 1987, *La galère : jeunes en survie*, Paris, Points.

Dubet F., Lapeyronnie D., 1992, *Les quartiers d'exil*, Paris, Seuil.

Duprez D., Kokoreff M., 2000, *Les mondes de la drogue*, Odile Jacob, Paris.

Duret P., 1996, *Anthropologie de la fraternité dans les cités*, Paris, P.U.F.

Durkheim E., 1978, *De la division du Travail Social*, Paris, PUF.

Esterle-Hedibel M., 1997, *La bande, le risque et l'accident*, Paris, L'Harmattan.

Foucault M., 1975, *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard.

Goffman E., 1974, *Les rites d'interactions*, Paris, Minuit.

Goffman E., 1975, *Stigmate*, Paris, Minuit.

Hoggart R., 1970, *La culture du pauvre*, Paris, Minuit.

Itofo I., 2002, *Profession délinquant*, Nicolas Philippe, Paris.

Jamouille P., 2003, Business is business. Enjeux et règles du jeu de l'économie clandestine, *Déviance et Société*, vol.27, n°3, 297-313.

Kokoreff M., 2003, *La force des quartiers*, Paris, Payot.

Laé J-F., 1991, *Entre le faubourg et le HLM : l'éclipse du pauvre*, Paris, IRESCO-CNRS.

Lagrange H., 2001, *De l'affrontement à l'esquive. Violences, délinquances et usages de drogues*, Paris, Syros.

Lagrée J-C, 1985, Interactions locales dans l'espace résidentiel, *Les Annales de la recherche urbaine*, n°27, 57-68.

Lepoutre D., 1997, *Cœur de banlieue, codes, rites et langages*, Paris, Odile Jacob.

Mauger G., Fossé-Poliak C., 1983, Les loubards, *Actes de le Recherche en Sciences Sociales*, n°50, 49-67.

Macé E., 1999, Face à l'insécurité, la médiation. Les Grands Frères de la RATP, in Wieviorka M., Ed., *Violence en France*, Paris, Seuil, 77-89.

Matza D., 1964, *Delinquency and Drift*, New York, Wiley.

Merton R., 1969, *Eléments de théorie et de méthode sociologiques*, Paris, Plon.

Mucchielli L., 2002a, *Violences et insécurité, Fantasmies et réalités dans le débat français*, Paris, La Découverte.

Mucchielli L., 2002b, Les homicides, in Mucchielli L., Robert Ph., Ed., *Crime et sécurité, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 148-158.

Muchembled R., 1989, *La violence au village. Sociabilité et comportements populaires en Artois du XVème au XVIIème siècle*, Bruxelles, Brepols.

Park R.E., 1962, La communauté urbaine, modèle spatial, ordre moral, in Grafmeyer Y., Joseph I., Ed., 1984, *L'Ecole de Chicago*, Paris, Aubier, 193-209.

Pitt-Rivers J., 1997, *Anthropologie de l'honneur*, Paris, Hachette.

Robert Ph., Lascoumes P., 1974, *Les bandes d'adolescents*, Paris, Les éditions ouvrières.

Simmel G., 1908, Digressions sur l'étranger, in Grafmeyer Y., Joseph I., Ed., 1984, *L'Ecole de Chicago*, Paris, Aubier, 53-61.

Tönnies F., 1963, *Community and Society*, New York, Harper Torchbook.

Trasher F., 1927, *The Gang. A study of 1 313 gangs in Chicago*, Chicago, University of Chicago Press.

Weber M., 1964, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon.

Whyte W.F., 1943, *Street Corner Society, the Social Structure of an Italian Slum*, Chicago, The University of Chicago Press.

Résumé en anglais

Reasons and consequences of the research of « warrior capital » within the young environment the most deprived of the poor districts :

It will be a question here of showing the social organization builded by the young people occupying the public space of their residence, how and why they build it, by questioning the state monopoly of the physical violence. The stake in this approach is to show the double oppression these young people (said « from ghettos ») are subjected to, with on one side, a structural, vertical and determining violence (exploitation, exclusion, confinement) and on the other hand, a horizontal violence (theft, physical and verbal aggression, threats) exerting between the victims of the structural domination, by insisting on this horizontal dimension still little studied.

KEY-WORDS : VERTICAL VIOLENCE – HORIZONTAL VIOLENCE – WARRIOR CAPITAL – YOUNG ENVIRONMENT THE MOST DEPRIVED OF THE POOR DISTRICTS

